

Quoi de neuf Outre-Rhin ?

Une sélection de
l'actualité allemande

Du 23 au 29 octobre 2025

Après des décennies de réduction de ses effectifs et de ses infrastructures, l'Allemagne change de cap : la Bundeswehr doit à nouveau se renforcer. Le ministère de la Défense a ainsi suspendu la reconversion des anciennes bases militaires en zones civiles. Au total, 187 sites déjà transférés à l'Agence fédérale de gestion immobilière resteront réservés à un usage militaire, et 13 autres emprises encore actives, dont l'ancien aérodrome de Fürstenfeldbruck et certaines parties de l'aéroport de Berlin-Tegel, ne seront finalement plus fermées. Ces terrains constitueront une « réserve stratégique » mobilisable rapidement en cas de besoin. Cette réorientation s'inscrit dans un vaste programme de modernisation des forces armées. Selon Politico, l'Allemagne prévoit d'investir 377 milliards d'euros entre 2024 et 2034 pour moderniser la Bundeswehr, du cyberspace aux équipements terrestres, aériens, navals et spatiaux. Pas moins de 320 projets d'acquisition figurent sur la liste, dont plus de 560 canons antiaériens Skyranger pour contrer les drones, près de 700 blindés Puma, des systèmes de défense IRIS-T, 15 F-35 supplémentaires, 400 missiles Tomahawk, des satellites de communication en orbite basse ou encore des avions de surveillance maritime P-8A Poseidon.

Au lendemain du sommet européen, le chancelier allemand Friedrich Merz a affirmé que les États membres avaient trouvé un accord sur le traité de libre-échange avec les pays du Mercosur, ouvrant la voie à une ratification dès décembre. Il a assuré qu'il n'existant plus aucun blocage et que le dossier était « réglé ». Toutefois, plusieurs dirigeants européens ont aussitôt démenti. Emmanuel Macron a rappelé que des points restaient en négociation, notamment une clause de sauvegarde destinée à protéger les agriculteurs européens. Le président du Conseil européen, António Costa, s'est également dit surpris, précisant qu'aucune décision n'avait été prise et que seules des questions techniques étaient encore en discussion. Ce traité, négocié depuis plus de 25 ans, suscite encore de fortes réserves dans plusieurs pays, comme l'Autriche par exemple, qui a même indiqué qu'elle ne soutiendrait pas l'accord en l'état.

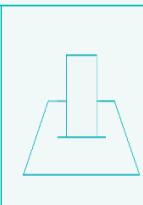
Le ministre allemand des Affaires étrangères, Johann Wadeplul (CDU), a finalement annulé à la dernière minute sa visite prévue lundi et mardi en Chine. Selon le ministère allemand, Pékin n'avait confirmé qu'un seul entretien avec son homologue Wang Yi, sans autre rencontre de haut niveau, ce qui a conduit Berlin à repousser le déplacement. Le gouvernement allemand regrette cette situation, alors que les sujets de discussion ne manquent pas : tensions commerciales, accès aux terres rares et au marché des semi-conducteurs, ou encore la guerre en Ukraine, où Berlin estime que la Chine pourrait jouer un rôle en faveur d'un « paix juste et durable ». Cette décision intervient par ailleurs dans un climat diplomatique déjà tendu. Pékin a récemment dénoncé les prises de position de Wadeplul sur Taiwan, jugeant qu'il soutenait implicitement les velléités indépendantistes de l'île. Le ministre devait être le premier membre du gouvernement Merz à se rendre en

Chine. En attendant un nouveau créneau pour un déplacement, Wadephul prévoit de poursuivre les échanges avec Pékin par téléphone.

Soixante femmes influentes issues de la culture, de la recherche, de la politique et de la société civile ont adressé un appel public au chancelier Friedrich Merz, lui demandant de s'engager davantage pour la sécurité des femmes. Dans ce courrier, elles dénoncent l'utilisation du sujet de la sécurité à des fins politiques, notamment pour alimenter des discours racistes, et affirment vouloir un débat sérieux sur les menaces pesant sur les femmes. Le texte, inspiré des récents rassemblements de "Töchter" ("filles"), sera rendu public et ouvert à d'autres signatures. Les autrices formulent dix exigences, dont le durcissement de la poursuite pénale des violences sexuelles et domestiques, un financement accru des centres d'hébergement et lieux de protection, ainsi que des mesures contre la pauvreté des femmes âgées. Cet appel intervient dans le contexte d'une polémique provoquée par les propos de Merz sur un "problème visible dans l'espace urbain", interprétés par certains comme visant implicitement les migrants. Si une partie de l'opinion approuve ses déclarations, elles ont également suscité des manifestations dans plusieurs villes allemandes.

Les Munichois ont tranché : lors d'un référendum très suivi, environ 66 % des votants se sont prononcés en faveur d'une candidature de la ville à l'organisation des Jeux olympiques et paralympiques d'été de 2036, 2040 ou 2044. Plus de 400 000 personnes ont participé au scrutin, soit une participation record pour une telle consultation. Le résultat est accueilli avec enthousiasme par le maire Dieter Reiter et le ministre-président bavarois Markus Söder, qui y voient un signal fort pour convaincre le Comité olympique allemand de choisir Munich comme candidate officielle à l'automne 2026. La Ville mise sur les atouts de la capitale bavaroise et sur la dynamique positive générée par ce vote. Les opposants, moins nombreux mais très mobilisés, reconnaissent la décision démocratique, tout en alertant sur les coûts, la transparence et l'impact environnemental et social du projet. Si l'issue auprès du CIO reste encore incertaine, Munich peut désormais espérer accueillir une deuxième fois les Jeux d'été, après ceux de 1972.

PARLEMENT, PARTIS & PERSONNES



Les liens entre l'AfD et des figures conservatrices américaines pourraient se renforcer. Anna Paulina Luna, élue républicaine à la Chambre des représentants, a publiquement invité Alice Weidel, coprésidente de l'AfD, à venir à Washington avec une délégation du parti. Weidel a réagi à l'invitation via ses réseaux sociaux en remerciant Anna Pauline Luna et en s'engageant à la contacter pour concrétiser sa venue et celle de sa délégation.

Cette invitation intervient après plusieurs contacts récents entre la formation d'extrême droite allemande et des responsables proches de Donald Trump : un échange en ligne entre Weidel et Elon Musk en janvier, un appel du vice-président américain JD Vance à coopérer avec l'AfD lors de la conférence de Munich, ou encore une visite à Washington de Beatrix von Storch en septembre.

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

1,08 milliard

m	8	7
0	6	5
6	3	2
7	9	6
9	2	1

L'Allemagne va porter à un niveau historique ses aides aux survivants de la Shoah. À l'issue des négociations annuelles avec la Claims Conference (organisation internationale créée en 1951 pour représenter les intérêts des Juifs persécutés par le régime nazi), Berlin a annoncé une enveloppe record de **1,08 milliard de dollars** (923,9 millions d'euros) pour les soins à domicile en 2026, afin de répondre au vieillissement et à l'état de santé de plus en plus fragile des rescapés. Les aides d'urgence, versées chaque année à plus de 127 000 survivants dans le monde, seront prolongées jusqu'en 2028 et portées à 1 450 euros par an. Le financement dédié à l'éducation sur la Shoah sera également renouvelé, atteignant 48 millions d'euros en 2029. Une nouvelle mesure prévoit en outre d'étendre les soins à domicile aux Justes parmi les Nations non juifs ayant sauvé des Juifs pendant la guerre.